



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2023-45
Séance du 12 juillet 2023 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt-trois, le douze juillet à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en mairie, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Roger Caizergues, Didier Huber, Philippe Lenoir, Michel Perez, François Petit, Joël Salgues, Filipe Serra, Alexis Viala

Mmes Romane Palau, Paloma Pervent, Brigitte Torrandell, Irène Vilaplana

Absents ayant donné procuration : M. Frédéric Aldon pouvoir à M. Joël Salgues, M. Théo Briane pouvoir à Mme Paloma Pervent, Mme Frédérique Berard pouvoir à M. Philippe Lenoir, M. Sylvain Castellon pouvoir à M. Roger Caizergues, Mme Laurence Enjalbert pouvoir à M. Michel Perez, Mme Elodie Joannot pouvoir à Mme Romane Palau, M. Jean-René Oudinot pouvoir à M. François Petit, Mme Fanny Suau pouvoir à M. Filipe Serra

Absents excusés : M. Sylvain Deyrat, Mme Souhila Gouard

Absents : Mme Nathalie Balsan

Secrétaire de séance : Mme Brigitte Torrandell

Nombre de membres en exercice : 23

Présents : 12

Absents : 3

Procurations : 8

Votants : 20

Date de convocation et affichage

07 juillet 2023

Objet : Adoption de la nomenclature budgétaire M57

M. le maire expose :

La nomenclature budgétaire et comptable M57 est l'instruction la plus récente, du secteur public local. Instauré au 1er janvier 2015 dans le cadre de la création des métropoles, le référentiel M57 présente la particularité de pouvoir être appliqué par toutes les catégories de collectivités territoriales (régions, départements, établissements publics de coopération intercommunale et communes). Il reprend les éléments communs aux cadres communal, départemental et régional existants et, lorsque des divergences apparaissent, retient plus spécialement les dispositions applicables aux régions.

Le référentiel M57 étend à toutes les collectivités les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les régions offrant une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires.

Le périmètre de cette nouvelle norme comptable sera celui des budgets gérés selon la M14 soit pour la commune de Lavérune son budget principal et celui de son CCAS.

Une généralisation de la M57 à toutes les catégories de collectivités locales est programmée au 1er janvier 2024.

Pour information, cette modification de nomenclature comptable entraîne automatiquement un changement de maquette budgétaire. De ce fait, pour le budget primitif 2024, la colonne BP n-1 ne sera pas renseignée car appartenant à une autre nomenclature comptable.

Compte tenu de la taille de la commune (< 3500 hab.), le référentiel adopté sera le référentiel simplifié ce qui se traduit par des règles budgétaires assouplies. Toutefois, la commune adoptera le plan de comptes développé.

J'ai donc l'honneur, Mesdames, Messieurs, de vous demander de bien vouloir approuver le passage de la commune à la nomenclature M57 à compter du budget primitif 2024.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

- Sur le rapport de M. le maire,

VU :

- L'article L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- L'article 242 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019,
- L'arrêté interministériel du ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministre de l'action et des comptes publics du 20 décembre 2018 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques,

CONSIDERANT que :

- La commune souhaite adopter la nomenclature M57 à compter du 1er janvier 2024.
- Que cette norme comptable s'appliquera à tous les budgets de la commune.

Le conseil municipal, après discussion, et à l'unanimité :

- autorise le changement de nomenclature budgétaire et comptable du budget principal de la commune de Lavérune et de son CCAS ;
- autorise M. le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération

Ainsi fait et délibéré, Lavérune le 12 juillet 2023

Roger CAIZERGUES
Maire



Brigitte TORRANDELL
Secrétaire de séance



Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr nomenclature : 7.1.7